

APIJ

552, rue de la Chapelle,

ZI de Jarry

97 122 Baie-Mahault

A l'attention de Lola MEIGNEUX

DIAGNOSTIC PORTANT SUR LES DECHETS ISSUS DES FUTURS TRAVAUX DE DEMOLITION DE LA MAISON D'ARRET DE BASSE-TERRE ET DES LOCAUX DE LA DEAL A DUGOMMIER

PREAMBULE

L'objet de l'étude diagnostic concerne la démolition des bâtiments de la maison d'arrêt de Basse-Terre et des locaux de la DEAL à la Rue Dugommier, à Basse-Terre.

Ces travaux de démolition entrent dans le cadre du projet d'extension de la maison d'arrêt de Basse-Terre

En effet, cet établissement connaît un taux d'occupation dépassant sa capacité initiale. Il y a donc une obligation de créer des places supplémentaires.

La réglementation impose à l'APIJ de réaliser un diagnostic portant sur les déchets issus des travaux de démolition (décret n°2011-610 du 31 mai 2011).

La gestion des déchets issus de l'opération de démolition nécessite d'être planifiée pour les volumes attendus, mais aussi pour les enjeux environnementaux et sociaux qu'ils représentent.

Dans ce cadre, l'APIJ a mandaté Caraïbes Environnement Développement pour réaliser le diagnostic portant sur les déchets issus des travaux de démolition des bâtiments susmentionnés.

****Note : Voir page 8**

A la demande du maître d'ouvrage, une mise à jour de la présente étude pourra être réalisée afin d'intégrer les informations ressortant du diagnostic « Plomb ».

En revanche, les diagnostics « Amiante » avant démolition étaient disponibles et ont été pris en compte dans cette étude.

SOMMAIRE

PREAMBULE	2
SOMMAIRE	3
TABLE DES ILLUSTRATIONS	5
1 REFERENCES	6
2 ENJEUX DE L'AUDIT	7
2.1 Un engagement du maître d'ouvrage.....	7
2.2 Un support pour la planification et la réalisation	7
3 PRESENTATION GENERALE DU SITE ET DE L'ETUDE	8
3.1 Documents transmis par le maître d'ouvrage.....	8
3.2 Présentation des bâtiments	8
3.3 Cas particulier de la maison d'arrêt	11
3.4 Caractéristiques du site	13
3.4.1 Environnement du site.....	13
3.4.2 Bâtiments riverains.....	13
3.4.3 Accès au site par les engins de chantier et surface disponible pour les opérations	14
3.4.4 Espaces disponibles sur la mise en place des zones de stockage des déchets.....	14
3.4.5 Possibilité de réemploi sur site	14
3.4.6 Risques liés à l'environnement	14
4 INVENTAIRE DETAILLE, QUANTIFIE ET LOCALISE DES MATERIAUX, PRODUITS DE DECONSTRUCTION ET EQUIPEMENTS	15
4.1 Données d'entrée et hypothèses	15
4.2 Quantification des matériaux issus des opérations de démolition.....	15
5 IDENTIFICATION DES FILIERES DE GESTION DES DECHETS ISSUS DE LA DEMOLITION	21
5.1 Documents de planification associés.....	21
5.2 Recensement des filières existantes	21
5.2.1 Les installations de gestion des déchets inertes.....	21
5.2.2 Les installations de gestion de Déchets Non Dangereux (DND)	22
5.2.3 Les installations de gestion des Déchets Dangereux	24
5.2.4 Bilan des filières de traitement de déchets existantes	25
5.3 Synoptique de la gestion des déchets de démolition du MABT et des locaux de la DEAL Dugommier	26
6 SYNTHESE DU DIAGNOSTIC	27
7 ANNEXE 1	28

7.1	Décret n°2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments	28
7.2	Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments	28
8	ANNEXE 2 - CONTEXTE REGLEMENTAIRE RELATIF AUX DECHETS DU BTP	29
8.1	La législation nationale.....	29
8.2	La réglementation en matière de transport des déchets	31
8.3	Réglementation concernant la traçabilité des déchets inertes	31
8.4	Les textes non réglementaires	32
8.4.1	<i>Le plan d'actions déchets 2009-2012.....</i>	<i>32</i>
8.4.2	<i>La recommandation N°T2-2000.....</i>	<i>33</i>
8.4.3	<i>La norme NF P 03-001.....</i>	<i>35</i>
8.4.4	<i>Le guide de bonnes pratiques relatif aux installations de stockage de déchets inertes issus du BTP.....</i>	<i>35</i>
8.5	Les schémas régionaux de gestion des déchets.....	35
8.5.1	<i>Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA)....</i>	<i>35</i>
8.5.2	<i>Le Plan Régional d'Elimination et de Gestion des Déchets Dangereux (PREGEDD)</i>	<i>36</i>
8.5.3	<i>Le plan de gestion départementale des déchets du BTP de Guadeloupe (PGDDBTPG)</i>	<i>36</i>
8.6	Synthèse des références réglementaires associées aux déchets	40

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Illustration 1 : Carte de localisation de la maison d'arrêt de Basse-Terre et du site de la DEAL de Dugommier ..	9
Illustration 2 : Plan de repérage.....	10
Illustration 3 : Localisation des bâtiments de la MABT (en jaune) et de la DEAL Dugommier (en violet)	12
Illustration 4 : Photo aérienne du site et de ses environs.....	13
<i>Illustration 5 : Estimation des gisements de déchets issus de l'opération de démolition MABT/Dugommier conformément à l'Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (Annexe 1)</i>	<i>19</i>
Illustration 6 : photographie de l'installation de concassage de la SGB (source : Caraïbes Environnement).....	22
Illustration 7 : Tableau récapitulatif (non exhaustif) d'installations de transit et de traitement de déchets en Guadeloupe	25
Illustration 8 : Déchets issus du chantier de démolition et pourcentage	27
Illustration 9: Tableau des principes communs de la recommandation N°T2-2000	34
Illustration 10 : Tableau des recommandations démolition de la Recommandation N°T2-2000.....	34
Illustration 11 : Distribution géographique des installations prévues dans le plan départemental de gestion des déchets du BTP (source : PGDDBTPG).....	39
Illustration 12 : Réglementation en vigueur relative à la gestion des déchets par type de déchet	40

1 REFERENCES

Titre	Diagnostic portant sur les déchets issus des futurs travaux de démolition de la maison d'arrêt de Basse-Terre et des locaux de la DEAL à Dugommier
Destinataires	Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ)
Personne(s) rencontrée(s)	Mme Lola MEIGNEUX
Auteur(s)	Olivier FELICITE (Caraïbes Environnement Développement)
Contrôle qualité	Bertrand VIRET (Caraïbes Environnement Développement)
Références	D7ST-R1928/17/BV/OF
Version	VF1
Date	31 Août 2017

Ce rapport est basé sur les conditions observées et les informations fournies par les représentants de l'établissement lors de nos visites.

Les recommandations ou observations qu'il contient constituent un inventaire non exhaustif ou définitif, ne couvrent pas tous les dangers ou risques potentiels des activités de l'établissement, ni ne garantissent que l'établissement est en règle avec les dispositions législatives, réglementaires, normatives ou statutaires applicables.

Aucune prestation fournie par Caraïbes Environnement Développement ne peut s'assimiler à de la maîtrise d'œuvre et Caraïbes Environnement n'est en aucun cas locateur d'ouvrage, concepteur ou maître d'œuvre.

Ce rapport a pour objet d'assister la collectivité dans les actions de prévention et de protection de l'environnement et de la maîtrise des risques. Le contenu de ce rapport ne pourra pas être utilisé par un tiers en tant que document contractuel.

2 ENJEUX DE L'AUDIT

2.1 Un engagement du maître d'ouvrage

A l'instar des Maîtres d'Ouvrages signataires de la charte associée au Plan de Gestion des Déchets du BTP (PGDBTPG), l'APIJ souhaite à inciter et favoriser la bonne gestion des déchets du BTP, au travers de différents moyens tels que :

- La réalisation d'un « **diagnostic déchets** » préalable au chantier ;
- La présence dans le DCE des objectifs en matière de gestion des déchets ;
- La demande d'un **SOGED** (Schéma d'Organisation et de Gestion de l'Evacuation des Déchets) aux entreprises, dans lequel celles-ci s'engagent sur différents points ;
- La prise en compte dans le **calcul des prix** des dépenses liées aux mesures prises par le titulaire et ses sous-traitants concernant l'élimination des déchets du BTP (recueil, tri, transport, évacuation, traitement, etc.) conformément à la législation en vigueur et aux dispositions prises dans le SOSED ;
- La mise en place de **pénalités** pour non-respect des mesures concernant la gestion des déchets du BTP telle que prévue au SOGED ;
- La prise en compte de la gestion des déchets dans les **critères de sélection des offres** : compétences déchets et environnement des maîtres d'œuvre, mesures de réduction des déchets ou d'utilisation de matériaux valorisés, valorisation des déchets, méthode de déconstruction, etc. ;
- Les **moyens financiers, d'organisation et de délais** donnés aux maîtres d'œuvre, entrepreneurs et artisans pour préparer la gestion des déchets de chantier ;
- **Le suivi et contrôle** de la bonne application par les entreprises des clauses concernant la gestion des déchets ou transmettre cette responsabilité au Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé.

2.2 Un support pour la planification et la réalisation

Le présent diagnostic constitue l'étape préalable indispensable à la préparation et la réalisation de l'opération de déconstruction. Il fournit une référence de travail pour le maître d'ouvrage, le bureau d'études techniques en charge de la maîtrise d'œuvre et enfin les entreprises intervenants tout au long du projet, de sa planification à sa restitution, en matière de gestion des déchets.

A cette fin, le diagnostic déchets fournit :

- La nature des déchets triés par matériaux,
- La quantité de chaque matériau,
- La localisation des déchets dans l'emprise de l'opération,
- Les possibilités de réemploi sur le site de l'opération,
- Les indications sur les filières de gestion des déchets concernés,
- L'estimation des quantités de matériaux destinés à être valorisés ou éliminés.

3 PRESENTATION GENERALE DU SITE ET DE L'ETUDE

3.1 Documents transmis par le maître d'ouvrage

Les documents transmis par le maître d'ouvrage sont les suivants :

- Photos des cellules des bâtiments A et B ;
- Plan de masse de la maison d'arrêt de Basse-Terre (MABT) ;
- Photos aériennes de la MABT
- Levés topographiques et plans de la MABT réalisés le géomètre expert Alain NEGRONI en 2011 ;
- Plans de la MABT réalisés par le géomètre-expert Harold MOURILLON en 2010 ;
- Plan d'ensemble des locaux de la DEAL à Dugommier
- Rapport de repérage avant démolition des matériaux et produits contenant de l'amiante – Hangar 1 de la DEAL à la Rue Dugommier – CEDEC, 2012
- Rapport de repérage avant démolition des matériaux et produits contenant de l'amiante – Hangar 2 de la DEAL à la Rue Dugommier – CEDEC, 2012
- Rapport de repérage avant démolition des matériaux et produits contenant de l'amiante – Logement au 2 Rue Dugommier – CEDEC, 2012
- Rapport de repérage avant démolition des matériaux et produits contenant de l'amiante – Logement au 4 Rue Dugommier – CEDEC, 2012
- Rapport de repérage avant démolition des matériaux et produits contenant de l'amiante – MABT – CEDEC, 2012
- Rapport mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'un immeuble bâti - Parcelles 497 et 498 à Dugommier – APAVE, 2016

Note : Au moment de la réalisation de la présente étude, aucun diagnostic « Plomb » n'est disponible. Les déchets souillés au plomb n'ont donc pas été distingués spécifiquement.

3.2 Présentation des bâtiments

Le diagnostic déchets est réalisé préalablement à la démolition des bâtiments de la maison d'arrêt de Basse-Terre et du site de la DEAL à la rue Dugommier, situés dans le centre de Basse-Terre.

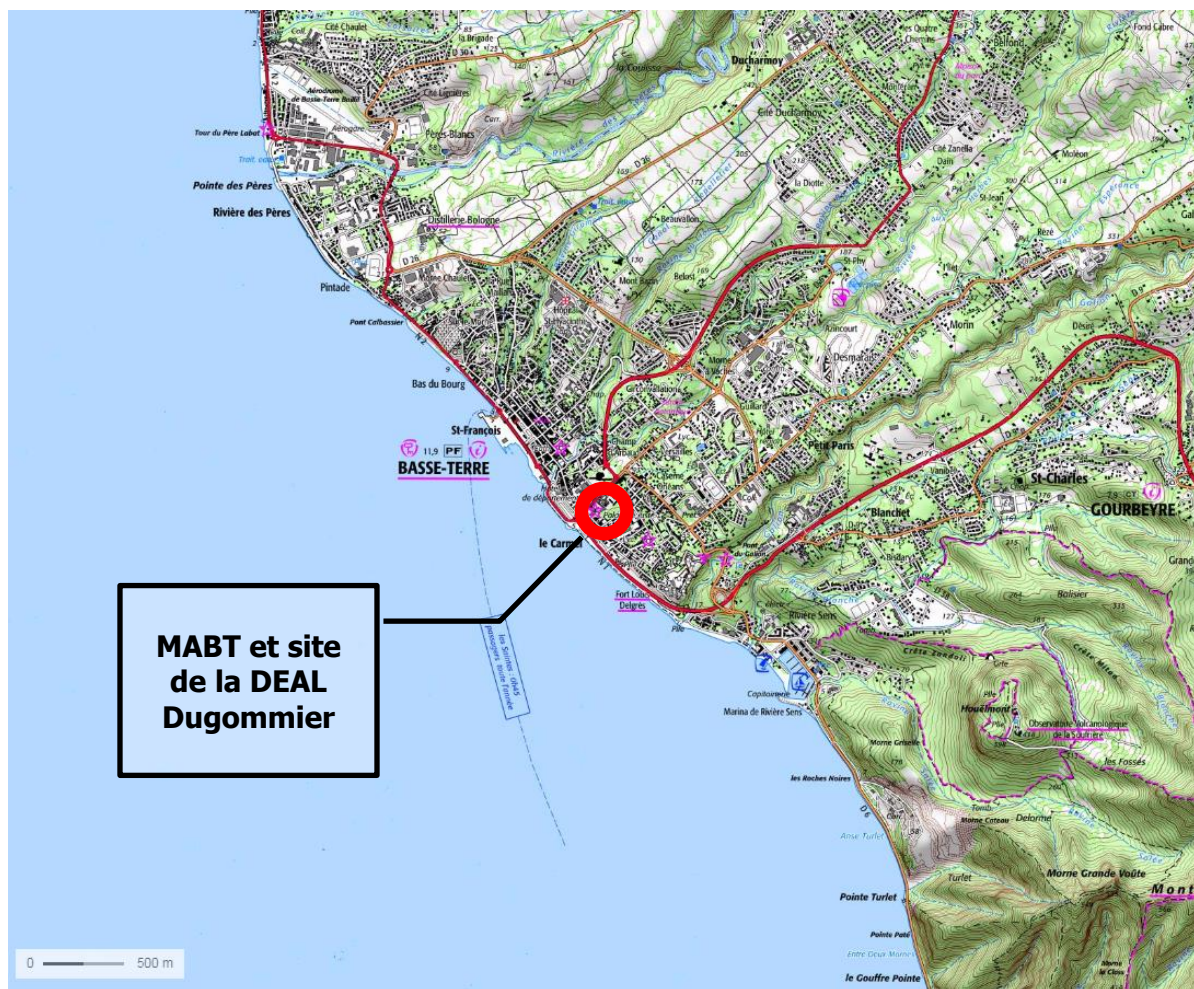


Illustration 1 : Carte de localisation de la maison d'arrêt de Basse-Terre et du site de la DEAL Dugommier

Le diagnostic a été réalisé pour les bâtiments situés sur les parcelles suivantes, à Basse-Terre :

- Quatre (4) parcelles appartenant à l'Etat, situées le long du boulevard Félix Eboué, où se trouve la maison d'arrêt actuelle :
 - ✓ AI.75
 - ✓ AI.76
 - ✓ AI.77
 - ✓ AI.78
- Huit (8) parcelles supplémentaires sur lesquelles le projet de maison d'arrêt s'étendra, dont :
 - ✓ Cinq (5) parcelles adressées rue Dugommier :
 - AI.71 (pavillon – ancien logement de fonction)
 - AI.72 (pavillon – ancien logement de fonction)
 - AI.497 (propriété de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement)

- AI.68
- AI.498 (propriété de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement)
- ✓ Trois (3) parcelles adressées rue Emilio Martini (terrains actuellement en friche):
 - AI.457
 - AI.461
 - AI.476



Illustration 2 : Plan de repérage

Les bâtiments concernés par l'étude ont été visités les 13, 18 et 19 Juillet 2017 et sont décrits ci-après :

Bâtiments « maison d'arrêt actuelle » :

Surface construite : **4030 m² SHON** hors parking aérien (345m²) et espaces extérieurs (cours, terrain de sport, chemin de ronde...)

Bâtiments « Routes de Guadeloupe » :

2 bâtiments « durs » abritant des bureaux, et deux hangars/garages structure métal/bois. Une partie des locaux a été incendiée.

Bâtiments « anciens logements de fonction » :

2 maisons individuelles construction bois. Plans non disponibles.

Outre les bâtiments, nous avons repéré lors de la visite des murs de soutènement ainsi que des murs de séparation de la prison actuelle avec les lots avoisinants. Les quantités en lien avec ces murs seront cotées séparément afin de permettre au maître d'ouvrage de les distinguer du volume total.

La même démarche sera réalisée pour les façades du bâtiment historique dans l'enceinte de la prison actuelle.

3.3 Cas particulier de la maison d'arrêt

Construit en 1664, ce couvent d'hôpital a été transformé en prison en 1792. La maison d'arrêt est située dans le chef-lieu de la Guadeloupe, Basse-Terre, et à proximité de la Cour d'appel du ressort.

L'entrée principale se trouve sur le boulevard Félix-Eboué. La prison compte actuellement 3 bâtiments anciens et 5 modernes. En dépit des modifications et des ajouts, le plan et les bâtiments primitifs ont été conservés. Les bâtiments anciens sont en maçonnerie de moellons.

Anciennement, la prison se composait d'un bâtiment principal à un étage qui abritait autrefois des bureaux et la prison des colons. Il s'agit du bâtiment administratif actuel.

Dans la cour arrière, deux corps identiques à un étage se font face qui contenaient les cellules des libres de couleur et des esclaves avec d'un côté les hommes et de l'autre les femmes. Il s'agit des bâtiments A et B actuels.

Le bâtiment principal présente des ouvertures en plein-cintre. Il est couvert par une terrasse en béton de 20 cm d'épaisseur réalisé à base de mortier et de pierres, posée sur un plancher en charpente ; les planchers et les murs sont reliés par des tirants en fer forgé.

Dans le cadre du diagnostic, nous dissocierons les murs anciens des murs contemporains car le client a une volonté de garder ces murs intacts dans le cadre de déconstruction.



Illustration 3 : Localisation des bâtiments de la MABT (en jaune) et de la DEAL Dugommier (en violet)

3.4 Caractéristiques du site

3.4.1 Environnement du site

Le site d'étude est localisé dans le bourg de Basse-Terre. Les alentours du site correspondent donc à un milieu urbain dense avec des habitations, des bâtiments administratifs et un espace culturel aux alentours

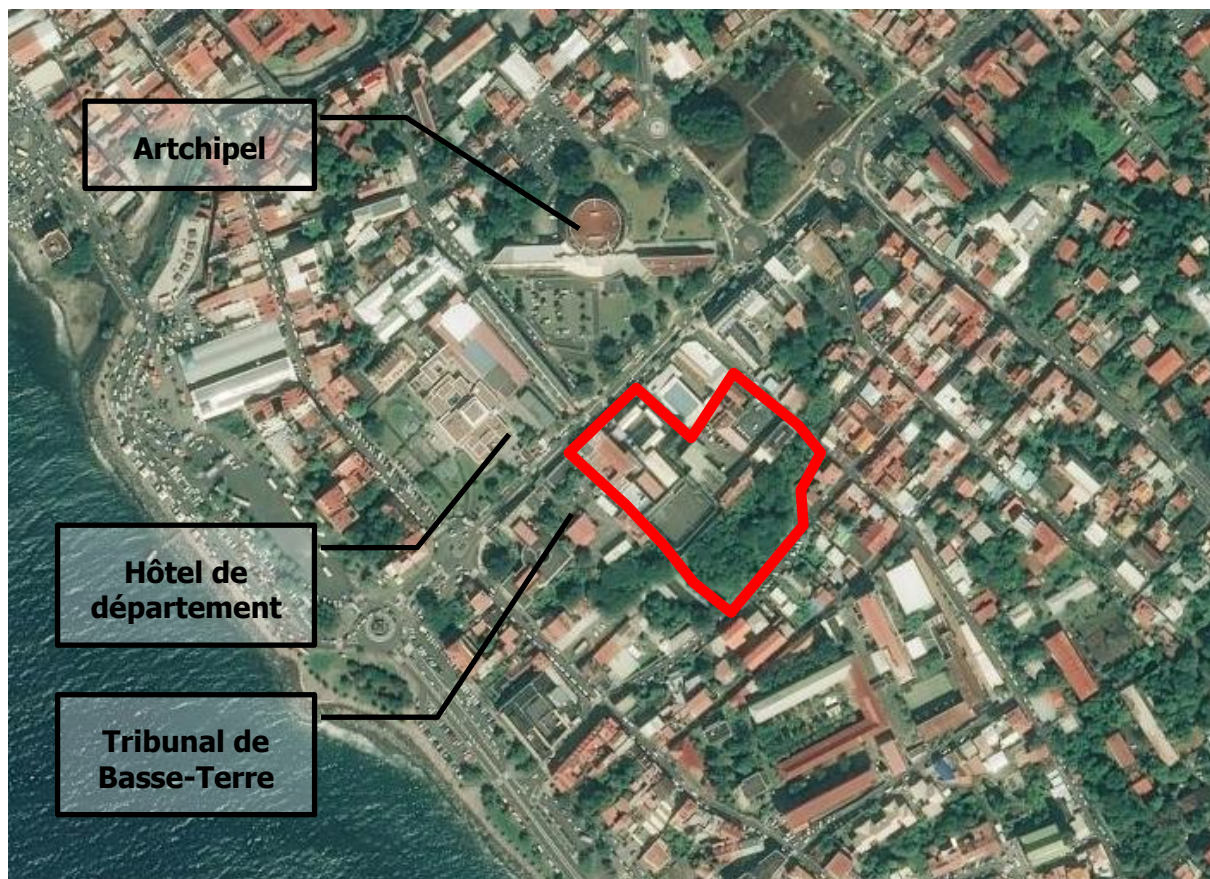


Illustration 4 : Photo aérienne du site et de ses environs

3.4.2 Bâtiments riverains

Le site de projet est à proximité d'habitations au Nord et à l'Est. On retrouve aussi au Nord l'espace culturel de l'Artchipel, scène nationale de la Guadeloupe.

A l'Ouest, on retrouve l'hôtel de département où siège le Conseil Départemental.

Enfin, le tribunal de Basse-Terre jouxte la prison dans sa partie Sud.

Une attention particulière devra être portée pour protéger ces bâtiments proches des émanations de poussière. La circulation au niveau du boulevard Félix Eboué, à l'Ouest, de la rue Dugommier, au Nord, et de la rue Emilio Martini à l'Est, devra aussi faire l'objet d'une signalétique afin d'indiquer la présence de travaux et la circulation d'engins de chantier.

La problématique bruit devra également faire l'objet d'une attention particulière lors de la phase de démolition des structures.

3.4.3 *Accès au site par les engins de chantier et surface disponible pour les opérations*

L'accès au site peut se faire par les voies longeant le site à savoir :

- Le boulevard Félix Eboué ;
- La rue Dugommier ;
- La rue Emilio Martini.

Cependant il est important de prendre en considération que ces voies sont très fréquentées (notamment le boulevard Félix Eboué) et/ou étroites en raison des stationnements (rue Emilio Martini).

3.4.4 *Espaces disponibles sur la mise en place des zones de stockage des déchets*

Le site étant en milieu urbain, les surfaces disponibles seront limitées.

Le terrain en friche à l'Est pourra servir de zone de stockage pour les déchets et les engins. Il conviendra néanmoins de limiter les nuisances pour les habitations proches.

Il s'agira notamment de laisser les voies d'accès libre pour le passage des véhicules des résidents.

Il appartiendra donc au maître d'œuvre de l'opération, de justifier notamment son choix d'espace dédié :

- Au stockage des déchets
- Aux engins de chantier nécessaire à la démolition

3.4.5 *Possibilité de réemploi sur site*

A déterminer, selon les travaux à réaliser par la suite.

Note : Le concassage sur site du béton pour réutilisation directe comme matériau de remblai semble délicate de par la proximité des usages voisins (tribunal, conseil départemental). En effet cet opération implique de fortes nuisances sonores.

3.4.6 *Risques liés à l'environnement*

En milieu résidentiel, la démolition du bâtiment devra faire l'objet de précautions sur les nuisances sonores, olfactives, et les impacts sur la santé avec notamment les émissions de particules fines (désamiantage).

Le choix des horaires d'interventions devra permettre de limiter la « coactivité » avec les riverains.

Le réemploi des anciennes portes et barreaux historiques pourra être envisagé par les architectes, de même que la conservation de certaines façades.

4 INVENTAIRE DETAILLE, QUANTIFIE ET LOCALISE DES MATERIAUX, PRODUITS DE DECONSTRUCTION ET EQUIPEMENTS

4.1 Données d'entrée et hypothèses

La qualification et la quantification des matériaux présents dans l'ensemble des bâtiments ont été réalisées à partir des différents documents fournis par le maître d'ouvrage et des visites terrain réalisées par les ingénieurs de Caraïbes Environnement Développement. Les visites sur site se sont déroulées

- Le 13 Juillet 2017
- Le 18 Juillet 2017
- Le 19 Juillet 2017.

Il est important de noter qu'au moment de la visite du site, de par la présence de détenus dans le bâtiment A et B, la visite s'est limitée uniquement au bâtiment B. Les données du bâtiment A ont été extrapolées par rapport à la visite du bâtiment B compte-tenu de leur similitude en se basant sur les plans disponibles observations extérieures. De plus, la zone USCA n'a pas pu être visitée compte-tenu de la présence des détenus.

L'ancienneté des plans transmis par le Maître d'Ouvrage, les difficultés d'accès à certains bâtiments du site nous ont obligé à prendre un certain nombre d'hypothèses afin d'extrapoler les quantités à l'ensemble du site.

En effet, lorsque des postes restaient difficiles à quantifier, des hypothèses ont dû être émises à partir des observations faites sur le terrain et de retours d'expériences afin de caractériser et quantifier au plus proche de la réalité les matériaux présents.

4.2 Quantification des matériaux issus des opérations de démolition

Seuls les éléments solidaires de la structure des bâtiments (incluant les parties mobiles suivantes : portes, fenêtres et volets) ont été quantifiés. Le mobilier et tous les équipements « mobiles » sont exclus du présent diagnostic, tel que requis par le maître d'ouvrage.

Le tableau suivant présente pour chaque catégorie de déchet issu de la déconstruction :

- ✓ Sa localisation ;
- ✓ Le gisement estimé.

La colonne « Unités » correspond à la quantité de matériau qui a été comptée (une surface, un nombre d'éléments, un volume, une longueur ...) pour établir une estimation en mètres cube et en tonnes.

Si pour un même matériau plusieurs unités de comptage ont été utilisées, la case « Unités » n'est pas renseignée. Exemple : bois faiblement adjuvanté issu des cloisons en aggloméré, éléments de mobilier en MDF, hauts de cloisons, portes intérieures.



Groupe	Déchets de démolition	Localisation des matériaux dans le bâtiment	Qté		Observations concernant les opérations particulières à envisager lors de la démolition et les éventuelles possibilités de réemploi
			Unités (kg, ml, m², u)	Tonnes	
Matériaux ou déchets inertes (DI)	Mélanges bitumineux (sans goudron)	<i>Sans Objet</i>	<i>Sans Objet</i>	<i>Sans Objet</i>	<i>Sans Objet</i>
	Terres (hors terre végétale non polluées)	<i>Sans Objet</i>	<i>Sans Objet</i>	<i>Sans Objet</i>	<i>Sans Objet</i>
	Béton et pierre	Murs et dalles de sol en béton armé	500,0 kg/m²	8 226,44	
		Murs 45 cm hangar à dugommier	1125,0 kg/m²	1 147,05	
		Murs en parpaings	200,0 kg/m²	742,46	
		Murs anciens (façades et enceintes)	1500,0 kg/m²	3 147,30	
		Murs anciens (parois intérieures)	1250,0 kg/m²	1 493,75	
	Tuile et briques	Toits	40,0 kg/m²	13,48	
	Céramique (carrelage, faïence et sanitaires)	Carrelage pièces sèches + cuisine	10,0 kg/m²	0,00	
		Douche	30,0 kg/unité	0,90	
		Lavabo	20,0 kg/unité	1,70	
		WC	30,0 kg/unité	2,43	
	Verre sans menuiserie	Fenêtre, porte et panneaux	10,0 kg/m²	1,22	<i>Sans Objet</i>
	Verre avec menuiserie	Baie vitrée	16,0 kg/m²	3,29	<i>Sans Objet</i>
	Brique verre	Brique verre mur	68,75 kg/m²	0,07	<i>Sans Objet</i>
	Mélanges de DI listés ci-dessus sans DND	Enduit + Peinture (sans amiante) Plafonds et Murs pièces sèches et humides	NC	NC	-
	Autres déchets inertes	<i>Sans Objet</i>	<i>Sans Objet</i>	<i>Sans Objet</i>	<i>Sans Objet</i>

Détail des tonnages de murs anciens en façades et enceintes :

- Façades du bâtiment administratif : 1 257 tonnes
- Façades du bâtiment A : 568 tonnes
- Façades du bâtiment B : 572 tonnes
- Enceintes de la maison d'arrêt : 750 tonnes



Groupe	Déchets de démolition		Localisation des matériaux dans le bâtiment	Qté		Observations concernant les opérations particulières à envisager lors de la démolition et les éventuelles possibilités de réemploi
				Unités (kg, ml, m², u)	Tonnes	
Matériaux ou déchets non dangereux (DND)	Plâtre	Plaques et carreaux	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
		Enduit + support	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
		Complexes plâtre + isolant	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
	Bois	Non traités	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
		Faiblement adjuvantés	Parois contreplaqué	5,5 kg/m²	1,39	
			Bois lambris/faux plafonds	6,0 kg/m²	3,52	
			Bois plinthes	0,3 kg/ml	0,01	
			Poutre bois 0,05*0,07	2,8 kg/ml	0,28	
			Bois Charpente	40,0 kg/m²	7,20	
			Portes + fenêtres + volets	15,0 kg/m²	4,54	
			Escalier	36,0 kg/m²	0,37	
	Papier		Papier	280,0 kg/m²	11,20	
	Métaux	Acier	Acier du Béton armé	Hypothèse 2 % de métal dans le béton armé	164,53	Acier inclu dans le béton armé
			Structure acier fenêtre	10,14 kg/m²	0,14	-
			Garde-corps acier	8,0 kg/ml	1,11	-
			Barreaux acier creux carré	2,59 kg/ml	13,43	-
			Barreaux fer forgé plein carré	7,11 kg/ml	3,24	-
			Barreaux acier plein rond 0,01m diamètre	0,63 kg/ml	0,63	-
			Barreaux acier plein 0,01m torsadé	0,8 kg/ml	0,98	-
			Barbelés concertina (2kg/ml) en ml	2,0 kg/ml	2,31	-
			Poutre en L (0,05*0,05)	3,07 kg/ml	3,15	-
			Poutre en I (0,2*0,1)	18,62 kg/ml	12,15	-
			Poutre en I (0,1*0,05)	6,14 kg/ml	6,82	-
			Poutre en U (0,065*0,16)	21,0 kg/ml	1,33	-
			Marches acier galva mirador	3,0 kg/unité	0,11	
			Porte métal (unité)	40,0 kg/unité	1,92	-
			Porte blindée acier (m²)	100,0 kg/m²	3,42	-
			Volet roulant (3*3,3m)	0,0 kg/unité	0,00	-
			Tuyau acier (0,075m de diamètre)	14,49 kg/ml	0,29	
			Tuyau acier (0,15m de diamètre)	36,61 kg/ml	1,43	
			Circuit Eau	3,0 kg/ml	0,00	
			Faux plafond métallique	4,0 kg/m²	0,18	-
			Boîtes aux lettres	2,0 kg/unité	0,00	-
			Evier inox	5,0 kg/unité	0,02	-
			Grillage motif cloche	10,47 kg/m²	1,12	-
			Grillage	4,0 kg/m²	3,21	-
			Tôles perforées 0,002 ép 30 % vide	11,06 kg/m²	0,03	-
			Tôles toiture	7,0 kg/m²	6,10	-
			Escalier métallique	70,0 kg/m²	0,20	



Groupe	Déchets de démolition		Localisation des matériaux dans le bâtiment	Qté		Observations concernant les opérations particulières à envisager lors de la démolition et les éventuelles possibilités de réemploi
				Unités (kg, ml, m², u)	Tonnes	
Matériaux ou déchets non dangereux (DND)	Métaux	Alu	Rampe et gardes-corps Alu	6,0 kg/ml	0,06	-
			Barreaux alu (0,015*0,015) creux	0,5 kg/ml	0,03	-
			Portes Aluminium	17,0 kg/m²	0,05	-
			Menuiseries Lames Alu	12,0 kg/m²	2,69	-
			Struture support alu faux plafond	5,0 kg/m²	1,63	-
			Evier cuisine	4,0 kg/unité	0,00	-
		Cuivre	Câbles électriques	0,02 kg/ml	0,17	-
	Plastiques	PVC	Plastique issu des gaines de câbles électrique	0,1 kg/ml	0,85	-
			Goulotte plastique "passage câbles" en PVC	0,1 kg/ml	0,57	-
			Canalisations PVC (Eaux Usées, Eaux Pluviales) pour diam. 50mm	0,5 kg/ml	0,02	-
			Canalisations PVC (Eaux Usées, Eaux Pluviales) pour diam. 100 mm	1,6 kg/ml	0,23	-
			Panneaux plexiglas	7,0 kg/m²	0,20	-
			Faux-plafond PVC	1,5 kg/m²	0,37	-
	Complexes d'étanchéité sans goudron	Bitume Elastomère	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
	Isolants	Laine minérale	Dalles de plafond acoustique	2,0 kg/m²	0,65	-
		Plastiques alvéolaires	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
		Autres	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
	Revêtements de sols	Lino	LINO	11,0 kg/m²	1,96	-
	DEEE non dangereux	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
	Mélanges de DND listés ci-dessus	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
	Végétaux	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
	Terre végétale	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
	Autres DND	Verre de menuiseries	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet



Groupe	Déchets de démolition		Localisation des matériaux dans le bâtiment	Qté		Observations concernant les opérations particulières à envisager lors de la démolition et les éventuelles possibilités de réemploi
				Unités (kg, ml, m², u)	Tonnes	
Matériaux ou déchets dangereux (DD)	Amiante	Amiante lié à des matériaux inertes	Enduit + Colle de carrelage + carrelage + revêtement mural Enduit + Peinture	10,0 kg/m² 1,0 kg/m²	0,03 4,32	
		Autres types d'amiante lié	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
		Amiante friable	Tuyaux en amiante ciment diam 250 Tuyaux en amiante ciment diam 150	110,74 kg/ml 43,98 kg/ml	14,95 7,35	
			Mélange bitumineux contenant du goudron	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
	Complexe d'étanchéité contenant du goudron	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	
	Peintures contenant des substances dangereuses	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	
	Bois traité contenant des substances	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	
	Chauffes eaux	Chauffe eau solaire	80,0 kg/unité	0,32		
	Equipe de clim contenant des fluides frigorigènes	Unités de climatisation	35,0 kg/unité	2,66		
	Sources lumineuses	Eclairage	1,0 kg/unité	0,39		
	Autres DEEE	Paraboles Canalsat	4,0 kg/unité	NC		
		Panneau électrique	3,0 kg/unité	0,26		
		Prises électriques et interrupteurs	0,08 kg/unité	0,07		
	Terres contenant des substances dangereuses	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	
	Autres DD	VHU	3500.0 ka/unité	7.00		

Illustration 5 : Estimation des gisements de déchets issus de l'opération de démolition MABT/Dugommier conformément à l'Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (Annexe 1)



Concernant les déchets amiantés, un bureau d'étude spécialisé (CEDEC) a été mandaté par l'APIJ pour réaliser le diagnostic amiante des bâtiments.

Trois sites ont été recensés car ils concernent la présence d'amiante dans de la colle de carrelage :

- Le bureau des surveillants ;
- Un sanitaire au rez-de-chaussée du bâtiment administratif ;
- Un sanitaire au 1^{er} étage du bâtiment administratif.

Les enduits de murs contenant de l'amiante sont recensés les sites suivants :

- Le rez-de-chaussée du bâtiment administratif
- Le 1^{er} étage du bâtiment administratif
- Le bureau des surveillants ;

Enfin, des tuyaux à base d'amiante ciment ont aussi été recensés :

- Dans le bâtiment administratif
- Dans les espaces extérieurs de promenade

Pour de l'information plus détaillée sur les échantillons positifs en amiante, se référer au document rapports de mission de CEDEC datant de 2012.

5 IDENTIFICATION DES FILIERES DE GESTION DES DECHETS ISSUS DE LA DEMOLITION

5.1 Documents de planification associés

Les textes réglementaires définissent les exutoires à privilégier pour les différents types de déchets, et les documents de planifications régionaux présentés plus haut, en particulier le PDGDBTP, fixent, en fonction des filières existantes localement, les exutoires à respecter et les objectifs de valorisation.

L'identification des filières de gestion des déchets réalisée dans la suite respecte les orientations de ces documents de planification.

5.2 Recensement des filières existantes

Dans cette étude, seules les installations disposant de toutes les autorisations requises sont citées.

Les filières existantes et en projet concernant tous les types de déchets générés par le BTP, ont été recensées, à savoir : *déchets inertes, déchets non dangereux et déchets dangereux*.

5.2.1 Les installations de gestion des déchets inertes

Centre de recyclage des déchets inertes

Deux installations fixes de recyclage de déchets inertes ont été recensées :

- « Société Guadeloupéenne de Béton », à Jarry (capacité 20 000 t/an) ;
- « Gwada TP », à Baillif.

Ces installations traitent essentiellement les déchets inertes de démolition en béton armé. Ils concassent ces déchets puis les trient par granulométrie par l'intermédiaire de cribles. Les sites ont fait l'objet de déclaration en préfecture au titre des ICPE, dans la **rubrique 2515** : « *Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes* ».

A ce titre elles ont mis en place des mesures pour limiter leurs impacts sur l'environnement (collecte et traitement des eaux pluviales, dispositifs de captage des poussières...).



*Illustration 6 : photographie de l'installation de concassage de la SGB
(source : Caraïbes Environnement)*

Les matériaux produits sont essentiellement utilisés comme matériaux de remblai en substitution au produit naturel, type tuf.

Par ailleurs, pour information, deux entreprises disposent de **concasseurs mobiles** pour intervenir directement sur les chantiers :

- « Société Générale de Travaux Publics » à Jarry ;
- « Etablissement Travaux Publics Lancelot », à Jarry.

Deux procédures sont mises en place par ces entreprises à savoir concassage sur chantier ou sur un site extérieur au site. Ces concasseurs sont équipés d'over-band, ce qui permet d'écarter la fraction métallique, mais ils ne sont pas munis de différents cribles granulométriques, ce qui peut limiter les utilisations du matériel produit.

Les Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)

Il n'existe pas d'ISDI actuellement en Guadeloupe.

5.2.2 Les installations de gestion de Déchets Non Dangereux (DND)

Les centres de tri et de conditionnement des métaux

Les installations de ce type sont nombreuses sur le territoire.

Les plus proche du chantier sont les suivantes :

- **AER**, dans la zone industrielle de Jaula, au Lamentin ;
- **SNR**, dans la zone industrielle de Jarry, à Baie-Mahault.

Leur prestation consiste à trier les métaux par catégories puis à les conditionner, avant de les expédier vers la Métropole, où ils seront valorisés. Il n'y a donc pas de valorisation locale des métaux sur ces installations.

Les centres de tri et de recyclage des Déchets Industriels Banals

- **ECODEC** : Installation autorisée pour le tri des Déchets Industriels Banals et ménagers, localisée à Grand-Camp, aux Abymes. L'unité est constituée :
 - D'une chaîne de tri pour les DND et les emballages ménagers
 - D'une chaîne de traitement / valorisation des plastiques
 - D'une chaîne de traitement / valorisation des pneumatiques

ECODEC constitue l'unique installation de recyclage des plastiques et des pneumatiques de la Guadeloupe. Cette unité de recyclage a une capacité de 8 000 t/an pour les plastiques. ECODEC accepte la quasi-totalité des familles matières plastiques à savoir : familles des PVC, Polyéthylène et Polypropylène. Les plastiques sont transformés en granulés afin de les valoriser dans des unités de plasturgie (familles des PVC, ABS, PS et PET), ou dans la ligne de fabrication d'écoproduits (cas des PE et PP) de l'usine.

- **Caribéenne de Recyclage** : Installation autorisée pour le tri des Déchets Non Dangereux des Industries seulement, localisée à Jarry, à Baie-Mahault. Les déchets triés par matériaux, sont compactés avant d'être réexpédiés en métropole pour être valorisés.

Les installations de traitement du bois

A ce jour, il n'existe **aucune installation en Guadeloupe susceptible** de traiter conformément les déchets de bois issus des démolitions de bâtiments.

Seuls les déchets de bois, non souillés et non traités peuvent faire l'objet d'une valorisation par compostage ou valorisation énergétique dans les centrales thermiques.

Les déchets de bois traité sont donc stockés au même titre que des déchets ultimes à l'ISDND de Sainte-Rose.

Les unités d'incinération de déchets non dangereux

La Guadeloupe n'est pas équipée d'une unité d'incinération de déchets non dangereux. Le projet d'une installation de ce type est porté par le SYVADE mais elle n'est pas encore opérationnelle à ce jour.

Les installations de stockage de DND (ISDND)

Deux installations de stockage de déchets non dangereux, sont autorisées en Guadeloupe :

- **L'ISDND de La Gabarre**, située à Grand-Camp et gérée par le SYVADE. L'ancienne décharge de la Gabarre a été réhabilitée suivant les normes en vigueur et son

autorisation d'exploitation a été prolongée en attendant la mise en service de l'unité d'incinération. Elle accueille essentiellement le déchet des ménages.

- **L'ISDND SITA Espérance, à Sainte-Rose** répondant à toutes les exigences réglementaires. Elle accueille essentiellement les déchets non dangereux des professionnels et industriels.

Dans le cadre du projet de déconstruction, seul le site de Sainte-Rose pourra recevoir les déchets du projet car la commune de Basse-Terre ne fait pas partie du SYVADE.

5.2.3 Les installations de gestion des Déchets Dangereux

Les unités de désamiantage

Deux entreprises en Guadeloupe ont pour vocation le désamiantage : la SOGEDEX et SOTRADOM (depuis 2014). L'activité de ces sociétés concerne principalement les bâtiments non-résidentiels. Actuellement, cette société est en mesure d'œuvrer sur deux chantiers en parallèle.

Les déchets d'amiante peuvent être stockés temporairement sur les chantiers dans des big-bags double couche, signalés et installés à distance des autres déchets.

Notons que l'entreprise ne peut stocker plus de 6 m³ (soit six big-bags) sur son site.

Les déchets sont ensuite envoyés vers la métropole par voie maritime. Les déchets friables sont destinés à l'enfouissement en ISDD et les non friables en ISDND autorisés pour les déchets amiantés.

Les centres de traitement de déchets dangereux

La **SARP Caraïbe**, au Lamentin, est habilitée à recevoir les déchets dangereux (huiles, peintures, solvants, hydrocarbures, produits phytosanitaires, etc.). Cette installation comporte :

- une unité de traitement de déchets d'hydrocarbures,
- un centre de regroupement de déchets dangereux.

Les huiles usagées et les autres déchets d'hydrocarbures sont expédiés en métropole où ils sont utilisés comme combustible de substitution. Dans la mesure du possible, ces huiles sont parfois régénérées. Les autres déchets dangereux sont regroupés puis conditionnés sur le site, avant d'être expédiés en Métropole, où ils sont redirigés vers une unité d'élimination des déchets dangereux.

5.2.4 Bilan des filières de traitement de déchets existantes

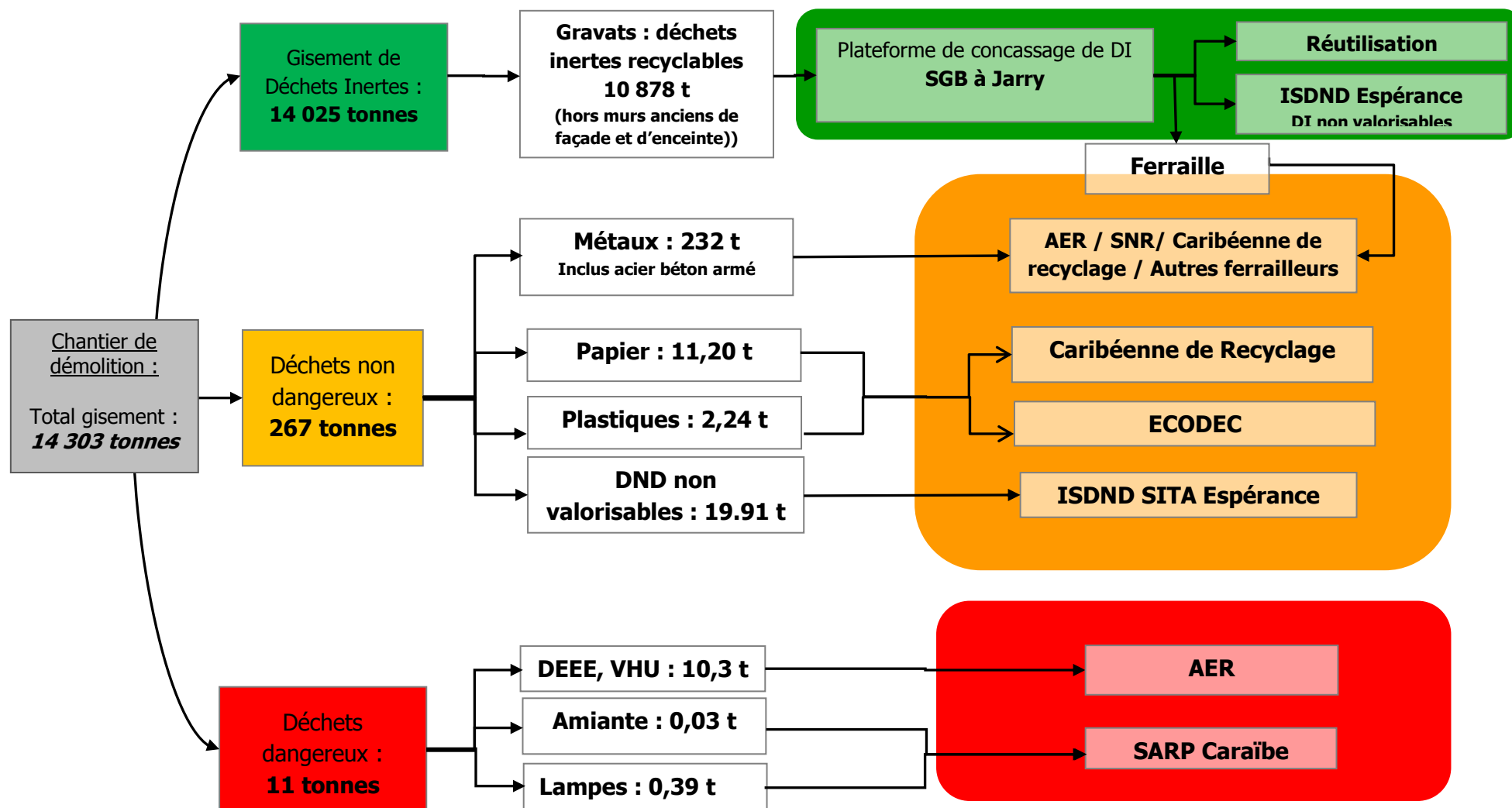
Le tableau suivant reprend la liste des installations existantes en Guadeloupe et susceptibles de traiter les déchets produits sur le chantier de l'APIJ :

Déchets	Type de déchets	Installation agréée	Coordonnées
Déchets inertes	<i>Béton armé</i>	SGB	118 Rue Alfred LUMIERE Z.I. Jarry 97122 Baie -Mahault Tél : 05 90 25 27 26
	<i>Béton armé</i> <i>Déchets inertes recyclables</i>	ISDI SADG	ZI Jarry 97122 Baie-Mahault Tél: 05 90 32 72 18
	<i>Déchets inertes non recyclables</i>		
	<i>Verre pour valorisation en remblai</i>		
	<i>Déchets inertes non valorisable</i>	ISDND SITA Espérance	« L'espérance » 97115 Sainte-Rose Tél : 0590 57 10 60
Déchets non Dangereux	<i>Plastiques (PVC, PP, PE)</i>	ECODEC & AER	« Grand-Camp » 97139 Les Abymes Tél : 05 90 22 44 66
	<i>Métaux ferreux et non ferreux</i> <i>Climatisation</i> <i>Câbles</i> <i>Panneaux électriques</i>		ZI La Jaula 97129 Le Lamentin Tél : 0590 22 44 66
	<i>Plastique PVC</i> <i>Métaux ferreux et non ferreux</i> <i>Câbles</i> <i>Papier, cartons</i>	Caribéenne de recyclage	Impasse J. Fournier – Jarry 97122 Baie-Mahault Tél : 05 90 38 57 29
	<i>Métaux</i> <i>Câbles</i>	SNR	1381 Rue H. Becquerel ZI Jarry 97122 Baie-Mahault Tél : 05 90 38 11 95
	<i>Isolants : Laine de verre</i>	SARP Caraïbes	ZI de Jarry 97122 Baie-Mahault Tél : 05 90 38 30 38
	<i>DND non valorisables</i> <i>Verre non valorisable</i>	ISDND SITA Espérance	Voir plus haut
Déchets Dangereux	<i>DEEE</i> <i>VHU</i>	AER	Voir plus haut
	<i>Amiante</i> <i>Lampes</i> <i>Autres DD</i>	SARP Caraïbe	Voir plus haut

Illustration 7 : Tableau récapitulatif (non exhaustif) d'installations de transit et de traitement de déchets en Guadeloupe



5.3 Synoptique de la gestion des déchets de démolition du MABT et des locaux de la DEAL Dugommier



6 SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC

Le présent diagnostic fait état des quantités de déchets ci-dessous :

Catégorie de déchets	Déconstruction du MABT et du site de la DEAL Dugommier		
	Type de déchet	Quantité (t)	%
DI	Gravats (Béton armé et propre)	10115,94	67,07%
	Murs anciens (façades et enceintes)	3147,30	20,87%
	Murs anciens (parois intérieures)	1493,75	9,90%
	Tuiles	13,48	0,09%
	Céramiques (carrelage, faïence et sanitaires)	5,03	0,03%
	Verre	4,58	0,03%
DND	Bois faiblement adjuvanté	17,31	0,11%
	Papier	11,20	0,07%
	Plastiques (Gaines câbles électriques)	2,24	0,01%
	Métaux (Fer, acier, fonte, cuivre, alu)	232,47	1,54%
	Isolants	0,65	0,00%
	Revêtements de sols	1,96	0,01%
DD	Amiante	26,64	0,18%
	Blocs de climatisation	2,66	0,02%
	VHU	7,00	0,05%
	Autres DEEE (Chauffe-eau + Eclairage + interrupteurs/prises+panneaux électriques)	1,04	0,01%
TOTAL		15 083	100%

Illustration 8 : Déchets issus du chantier de démolition et pourcentage

NB : Les murs anciens en façades et constituant les murs d'enceinte devraient être conservés par l'APIJ dans le cadre de la construction de la nouvelle maison d'arrêt.

Le mode constructif de ces bâtiments privilégiant le béton, les murs anciens et l'acier, ces matériaux constituent la plus fortement proportion de déchet :

- 10 115 tonnes de gravats soit 67 % des déchets générés ;
- 4 641 tonnes de murs anciens (dont 1 494 vont être démolis)
- 232 tonnes de métaux.

L'objectif de valorisation des déchets est estimé à 99,6%.



7 **ANNEXE 1**

7.1 Décret n°2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments

7.2 Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments

8 ANNEXE 2 - CONTEXTE REGLEMENTAIRE RELATIF AUX DECHETS DU BTP

8.1 La législation nationale

- Décret n°2011-610 du 31 mai 2011 (cf. annexe 1) relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments, et Arrêté du 19 décembre 2011 (cf. annexe 2) introduisent les articles R111-43 à R111-49 du code de la construction et de l'habitation. Ils créent une obligation pour les maîtres d'ouvrage de réaliser un **diagnostic portant sur les déchets issus des travaux de démolition de certains bâtiments** (cf. annexe 1), préalablement à la demande de permis de démolir et à l'acceptation des devis ou à la passation des marchés. Il précise le contenu de ce diagnostic et à quels professionnels il peut être fait appel. Il prévoit enfin la communication du diagnostic et oblige à dresser un formulaire de récolement à l'issue des travaux de démolition (cf. annexe 2).
- Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amianté et modifiant le code du travail.
- Décret n°88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amianté.
- Circulaire du 28 juin 2006 relative à la mise en œuvre de l'obligation de déclaration annuelle pour les installations de stockage de déchets inertes.
- Circulaire du 22 février 2005, relative à l'élimination des déchets d'amianté liée à des matériaux inertes, abrogeant la circulaire du 9 janvier 1997. Ce texte, et son annexe, visent à préciser le cadre réglementaire et les conditions d'élimination de tels déchets (manipulation, transit, transports et stockage).
- Circulaire du 28 juin 2004, conformément à l'annexe II de la directive 99/31/CE, cette circulaire constitue un **guide des bonnes pratiques relatif aux installations de stockage relatif aux déchets inertes** issus du Bâtiment et des Travaux Publics. Elle précise également les différentes sanctions applicables lors de l'élimination illégale de déchets. De plus, contrairement aux prescriptions du guide de 2001, les déchets composés majoritairement de plâtre sont à proscrire des installations de stockage pour déchets inertes issus du Bâtiment et des Travaux Publics.
- Circulaire du 18 juin 2001, relative à la gestion du réseau routier national, complète et précise les objectifs de la circulaire du 15 février 2000 pour la gestion des déchets du BTP issus des activités de la gestion du réseau routier national (constructions neuves, entretien, exploitation). La circulaire donne des indications sur :
 - ✓ Les principes relatifs au traitement, à la valorisation et au recyclage des déchets routiers (inventaire des différents déchets liés à la route, déchets destinés à être recyclés quasiment en l'état, déchets nécessitant un traitement préalable pour être valorisés, déchets ultimes)
 - ✓ Les principes d'instauration d'un programme départemental de traitement, de recyclage et d'élimination des déchets routiers du réseau national
 - ✓ La mobilisation du réseau scientifique et technique

- ✓ Les principales références législatives et réglementaires ainsi que des références méthodologiques.
- Circulaire du 15 février 2000, relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics (non parue au Journal Officiel) confie aux services de l'État (en particulier aux Directions Départementales de l'Équipement) l'animation d'une réflexion locale pour planifier la gestion des déchets de chantier dans « *une logique essentiellement volontaire et consensuelle* ». La démarche de planification proposée par la circulaire vise à l'application des six objectifs suivants :
 - ✓ Assurer le respect de la réglementation en luttant contre les décharges sauvages et en faisant appliquer le principe du pollueur – payeur.
 - ✓ Mettre en place un réseau de traitement et organiser les circuits financiers de façon à ce que les coûts soient intégrés et clairement répartis.
 - ✓ Réduire les déchets à la source.
 - ✓ Réduire la mise en décharge afin de ne stocker que des déchets ultimes (obligatoire depuis le 1er juillet 2002) et en contrepartie augmenter la valorisation et le recyclage des déchets.
 - ✓ Permettre l'utilisation des matériaux recyclés dans les chantiers du BTP.
 - ✓ Impliquer les Maîtres d'Ouvrage publics dans l'élimination des déchets qui sont générés par la réalisation de leurs commandes.

Il s'agit d'un **document cadre**, qui fixe les principaux points et les grandes lignes des plans de gestion des déchets du BTP. Elaborée en 2000, cette circulaire associe la notion de **développement durable** au secteur du BTP.

- Règlement sanitaire départemental, pris en application des articles L1 et L2 du Code de la santé publique, qui s'applique à toute installation non soumise à celle des ICPE. Il stipule entre autre que :
 - ✓ Les déchets qui sont déposés pour être collectés avec les ordures ménagères et assimilés ne doivent contenir aucun produit ou objet susceptible de constituer des dangers pour leur collecte ou leur traitement. Cela exclut tous les déchets contenant des substances toxiques ou dangereuses.
 - ✓ Il est interdit d'introduire dans les ouvrages publics toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause d'une dégradation des ouvrages d'évacuation et de traitement ou d'une gêne dans leur fonctionnement tels que certains déchets toxiques liquides : hydrocarbures, acides, bases, cyanures, sulfures, solvants, peintures et encres, laitances, eaux de nettoyage des façades et des toitures, bétons désactivés qui sont chargés en détergents, en fongicides et en divers produits toxiques.
 - ✓ Sont aussi interdits : le brûlage en plein-air des déchets, quels qu'ils soient, les dépôts sauvages d'ordures et de détritiques, l'enfouissement des déchets sur les chantiers.

8.2 La réglementation en matière de transport des déchets

Pour exercer le transport par route, le négoce et/ou le courtage des déchets, les entreprises doivent déposer une déclaration renouvelable tous les 5 ans, auprès du préfet de département où se trouve leur siège social ou, à défaut, le domicile du déclarant.

Pour les déchets inertes issus du BTP, les entreprises de transport n'ont pas à effectuer cette déclaration en préfecture prévue par le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets, conformément à l'article 2 du décret précité.

8.3 Réglementation concernant la traçabilité des déchets inertes

Le décret n° 2005-635 du 30 mai 2005, relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets (codifié à l'article R 541-43 du code de l'environnement) précise que : « *les établissements produisant ou expédiant des déchets, les transporteurs, les négociants, les exploitants des installations de transformation ou de traitement, ainsi que les exploitants d'installations destinataires de déchets autres que dangereux et radioactifs, à l'exception de celles qui réalisent une opération de valorisation de déchets inertes, tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets* ».

L'arrêté du 29 juillet 2005 fixe le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005.

De plus, le décret précise que : « *les registres tenus par les transporteurs et par les exploitants d'installations effectuant le traitement de déchets non dangereux sont conservés pendant au moins trois ans. Les autres registres pendant au moins cinq ans* ».

Les bordereaux ont pour objet de transférer la responsabilité du producteur du déchet (en l'occurrence l'entreprise) à l'éliminateur, qui en devient le propriétaire.

En effet, la recommandation N° T2-2000 faite aux maîtres d'ouvrages publics, veut qu'ils s'assurent de la traçabilité des déchets du bâtiment :

- **Il appartient aux maîtres d'ouvrage d'inciter** les entreprises à rechercher dès le départ, **les solutions respectueuses de la réglementation les plus économiques**, en exigeant que la proposition de l'entreprise fasse apparaître de manière bien individualisée le mode opératoire envisagé pour la gestion et l'élimination des déchets de chantier, ainsi que le coût correspondant.
- **Il appartient aux maîtres d'œuvre de prévoir le suivi** de l'élimination des déchets produits par le chantier. Ce suivi devra être intégré dans un chapitre particulier du récapitulatif demandé par le maître d'ouvrage.

8.4 Les textes non réglementaires

On peut aussi se référer à d'autres textes non réglementaires qui ont pour objet des recommandations ou des guides d'exploitation :

8.4.1 Le plan d'actions déchets 2009-2012

Le plan d'action gouvernemental sur la gestion des déchets pour la période 2009-2012 vise à mettre en œuvre les engagements du Grenelle de l'Environnement, et à donner les orientations de la transposition de la Directive Cadre sur les déchets.

Les objectifs prioritaires sont avant tout la **réduction à la source de la production de déchets** puis le **développement du recyclage et de la valorisation**.

Il vise à faire de la France un des piliers de la société européenne de recyclage : il s'agit d'utiliser les déchets comme ressources, tout en renforçant l'ambition première de prévention.

Le plan prévoit :

- Une réduction de 7% de la production de déchets ménagers et assimilés par habitant sur les cinq prochaines années, soit de l'ordre de 1,5 million de tonnes de déchets évités ;
- Une augmentation et une facilitation du recyclage ;
- Une meilleure valorisation des déchets organiques (amélioration du taux de recyclage matière et organique de 24% aujourd'hui à 35% en 2012 et 45% en 2015 pour les déchets ménagers et 75% dès 2012 pour les déchets des entreprises et les emballages) ;
- Une réforme de la planification et un traitement de la part résiduelle des déchets (meilleure valorisation des déchets afin de diminuer de 15% les quantités partant à l'incinération et au stockage) ;
- Une meilleure gestion des déchets du BTP :

Objectif : valorisation matière de 70% en poids de l'ensemble des déchets non dangereux du BTP.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, cinq axes ont été dégagés :

- un premier volet consacré à la **prévention des déchets** comporte des mesures de sensibilisation et d'information à destination des citoyens et des collectivités locales, ainsi que la mise en place progressive d'une tarification incitative ;
- un second volet consacré au **recyclage** prévoit **d'étendre les filières de responsabilité élargie du producteur**, permettant ainsi de mieux organiser et répartir le financement de la gestion des déchets entre collectivités et industriels. Ce volet prévoit aussi de **négoier au niveau communautaire la qualification des matières recyclées comme produits** ;
- un troisième axe concerne la **valorisation des déchets organiques**, qui représentent 25 % des déchets ménagers ;
- un quatrième axe encadre la quantité des déchets incinérés, adapte la fiscalité sur les outils de traitement et propose des mesures pour améliorer l'information sur les sites de stockage et d'incinération ;
- enfin, le cinquième axe est consacré aux **moyens de recycler les déchets du BTP**, dont plus d'un tiers n'est pas valorisé aujourd'hui.

Ces axes se déclinent en mesures concrètes, dont nombre sont issues des travaux du Grenelle et sont en cours de déploiement.

Pour l'axe n°5, « Mieux gérer les déchets du BTP », il s'agit par exemple de :

- ✓ Mettre en place dès 2010, un instrument économique spécifique au secteur du BTP – couplant une fiscalité sur les matières premières d'une part, et sur les centres de stockage d'autre part, avec un système d'aides aux bonnes pratiques de recyclage – pour encourager la prévention de la production de déchets et leur recyclage en amont (promotion de produits recyclés) et en aval (déconstruction sélective, orientation vers les filières adaptées, déchèteries adaptées pour les artisans du secteur du BTP).
- ✓ Mettre en place de manière obligatoire un **diagnostic** préalable aux travaux de déconstruction et de réhabilitation des bâtiments, pour favoriser le recyclage des déchets.
- ✓ Renforcer la concertation, l'observation et le suivi des déchets du BTP, tant à l'échelle des territoires qu'à celle du Conseil national des déchets, où un groupe de travail spécifique sera consacré à la « stratégie déchets du BTP ».
- ✓ Publier un guide, décliné par typologie de déchets, rassemblant des recommandations pour améliorer les modalités d'utilisation des déchets dans les travaux publics, avec un encadrement réglementaire renouvelé pour les mâchefers d'incinération d'ordures ménagères.
- ✓ Réévaluer d'ici fin 2009 les pratiques de réutilisation des bois traités à la créosote et leurs éventuels impacts sanitaires et environnementaux. La gestion de ces déchets sera redéfinie en concertation avec les différents partenaires concernés, en renforçant l'information et traçabilité de ces déchets jusqu'à leur élimination finale et en visant une limitation des impacts environnementaux et sanitaires des déchets les plus pollués.

8.4.2 La recommandation N°T2-2000

La recommandation T2-2000 (cf. annexe 3) aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment a pour objet de fournir aux maîtres d'ouvrage les moyens susceptibles de favoriser l'adaptation des pratiques du bâtiment à la réglementation sur les déchets, et notamment à l'accent mis sur la nécessité de leur valorisation.

Elle traite :

- des principes communs à tous les types de travaux du bâtiment,
- du cas de la démolition,
- du cas de la construction neuve,
- du cas de la réhabilitation.

Les tableaux suivants récapitulent les recommandations s'appliquant aux chantiers de démolition de l'APIJ.

Recommandation N°T2-2000		
Principes communs		
Entreprises	• Tri sélectif des déchets	• Sur le chantier
		• Plate-forme de tri hors chantier
	• Elimination des déchets vers les filières de valorisation en priorité	
Maître d'Ouvrage	• Inciter les entreprises à prendre en compte les nouvelles conditions de gestion et d'élimination des déchets	
	• Exiger que les propositions des entreprises fassent apparaître clairement le mode opératoire de gestion et d'élimination des déchets de chantier, et les coûts correspondants	

Illustration 9: Tableau des principes communs de la recommandation N°T2-2000

Recommandation N°T2-2000		
Démolition		
Entreprises	• Définir le mode opératoire et la méthodologie de démolition	
	• Identifier les filières locales d'élimination et de valorisation	
MO	• Faire définir précisément la nature et la quantité des composants de l'ouvrage à démolir	➔ « Diagnostic déchets »
	• Réunir des indications sur :	<ul style="list-style-type: none"> - les filières d'élimination locales des déchets en présence - les modes opératoires les plus adaptés pour augmenter la valorisation
	Dossier de Consultation des Entreprises	• Créer un lot spécifique « démolition »
		• Intégrer le diagnostic déchets dans les pièces de référence du DCE
		• Joindre les indications sur les filières locales d'élimination et les modes opératoires favorables à la valorisation
		• Règlement de la Consultation : Remise d'une notice concernant le mode opératoire de démolition et d'élimination des déchets par les entreprises
		• Décomposition du prix global et forfaitaire : par type d'élimination des déchets (sans valorisation, plateforme de tri, valorisation), avec distinction des coûts de transports et des coûts d'élimination
	• CCTP : Suivi des déchets avec Bordereaux de Suivis de Déchets	
	• Contrôle des quantités et des modes d'élimination des déchets éliminés	
	• Demande de justification en cas de divergence quantités et modes prévus par l'entreprise dans sa réponse, sur la base des BSD	

Illustration 10 : Tableau des recommandations démolition de la Recommandation N°T2-2000

8.4.3 *La norme NF P 03-001*

La norme NF P 03-001 regroupe un ensemble de clauses administratives de référence pour les marchés de travaux privés de bâtiment (cahier des clauses administratives générales applicables aux travaux privés de bâtiment) et les chantiers privés.

Ces clauses définissent la consistance du marché qui s'y réfère, les obligations et responsabilités des parties et toutes règles de principes s'appliquant à elles dans ce cadre notamment quant à l'exécution, la gestion et la réception des travaux, aux documents à fournir, à l'hygiène et la sécurité sur le chantier, à la représentation des parties et aux communications entre elles.

8.4.4 *Le guide de bonnes pratiques relatif aux installations de stockage de déchets inertes issus du BTP*

Ce guide a été édité en juin 2004 par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (cf. annexe 4), en réponse des demandes des collectivités locales, professionnels du BTP et du déchet. Il propose des recommandations en matière de stockage de déchets inertes en provenance de l'activité du bâtiment et des travaux publics : déchets admissibles, réglementation, préconisations relatives à l'aménagement et à l'exploitation du site.

8.5 **Les schémas régionaux de gestion des déchets**

En Guadeloupe, trois plans cadrent la gestion des déchets à l'échelle départementale : le PDEDMA (Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés), le PREGEDD (Plan Régional de Gestion et d'Elimination des Déchets Dangereux) et le PGDDBTPG (Plan de Gestion Départementale des Déchets du BTP de Guadeloupe).

8.5.1 *Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA)*

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés coordonne et programme les actions de modernisation de la gestion de ces déchets ménagers et assimilés que devront engager les collectivités locales.

Après un premier PDEDMA en 1997, le PDEDMA adopté le 16 janvier 2008 par le Conseil Général de Guadeloupe a pour objectifs :

- **La participation** et l'implication des Guadeloupéens à la gestion des déchets ;
- **La réduction des quantités de déchets ménagers incinérés ou mis en décharge** (mise en place d'une politique de prévention de la production des déchets et développement du recyclage) ;
- **La réduction des déchets produits** en 2020 au niveau de 2005.

8.5.2 *Le Plan Régional d'Elimination et de Gestion des Déchets Dangereux (PREGEDD)*

Elaboré pour la période 2008-2018, le Plan Régional de Gestion et d'Elimination des Déchets Dangereux a pour objectif d'améliorer la maîtrise des déchets dangereux en agissant à trois niveaux : réduction à la source de la production de déchets dangereux, valorisation et traitement.

Il prévoit plusieurs orientations :

- **Renforcer la connaissance ;**
- **Promouvoir la réduction des déchets ;**
- **Développer le tri et la collecte ;**
- **Mettre en place des structures de valorisation et d'élimination adaptées ;**
- **Suivre et actualiser le plan ;**
- **Mieux gérer les DASRI.**

La gestion des déchets dangereux du BTP (bois traités, déchets amiantés, etc.) entre dans le cadre de ce plan, ainsi que dans celui du Plan de Gestion Départementale des Déchets du BTP.

8.5.3 *Le plan de gestion départementale des déchets du BTP de Guadeloupe (PGDDBTPG)*

Présentation du plan départemental

Ce plan a été mis en place suite à la **circulaire du 15 février 2000**, adressée aux Préfets de Département et aux Directeurs de l'Équipement. Cette circulaire porte sur la mise en œuvre, dans chaque département, d'une **planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics**.

Le PGDDBTPG dresse un état des lieux de la gestion actuelle des déchets du BTP dans le département de Guadeloupe et propose une planification de la gestion de ces déchets.

Il a pour ambition d'être utilisé comme un document de référence par :

- les maîtres d'ouvrage et les professionnels producteurs de déchets de chantier,
- les porteurs de projets liés à la collecte et/ou au traitement de ces déchets,
- les collectivités soucieuses de la bonne gestion de ces déchets,
- et d'une manière générale par tous les intervenants de l'acte de construire.

Enfin, ce Plan est accompagné d'un **projet de charte** qui a été rédigé par les différents acteurs du département souhaitant s'engager dans une démarche de développement durable du secteur BTP.

Les orientations du PGDDBTPG

1. Déchets inertes

Concernant la gestion des déchets inertes, on peut synthétiser les orientations du PGDDBTPG suivant les étapes suivantes :

- **Tri sur chantier** : le plan insiste sur la nécessité à opérer un tri sur chantier. Le tri minimal préconisé est le non mélange des différentes catégories de déchets. Le plan préconise également de distinguer, lorsque cela est possible, différents flux de DI :
 - ✓ Les DI directement réutilisables sur chantier, principalement chantier de TP ;
 - ✓ Les DI valorisables, après concassage ;
 - ✓ Les DI ultimes.
- **Réutilisation des DI sur chantier** : le plan préconise que les déchets inertes soient réutilisés sur chantiers en direct ou en différé lorsque les caractéristiques des matériaux, de l'ouvrage, et le planning de réalisation le permettent. Cette réutilisation peut nécessiter une étape de concassage, par l'emploi de matériel mobile.

Objectifs : réutilisation de 60 % des déchets inertes dès 2010, essentiellement sur les chantiers de travaux publics ; **10% pour les DI de l'activité Bâtiment** (utilisation en fond de fouille).

- **Recyclage des déchets inertes** : Le plan fixe un objectif de valorisation des bétons, déblais de terrassement et corps de chaussées, par exemple, sous forme de granulats concassés et criblés.

Objectifs : valorisation de 20 % en 2010 et 30 % en 2020 des bétons, déblais de terrassement et corps de chaussée.

Pour les matériaux inertes qui ne sont pas réutilisables en direct ou après concassage sur les chantiers, le plan préconise de les orienter vers des **plateformes de regroupement / recyclage** où ils seront concassés et criblés. Le plan propose 3 installations de ce type dans le département : une en zone centre, une dans le Sud Basse-Terre et une en Grande-Terre.

- **Stockage des déchets inertes ultimes** :
Le plan insiste pour que les seuls DI ultimes soient enfouis dans des installations de stockage de déchets inerte, et que ceux-ci ne représentent que 20 % du gisement total en 2010 et 10 % en 2020.
Aussi, le plan préconise qu'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) soit créée, et la place en zone Centre.

Objectifs : enfouissement de 20% maximum en 2010, 10% en 2020 du gisement total de déchets inertes.

- **Regroupement des petits flux** : Le plan propose que les petits flux de DI, produits par des artisans, soient collectés par l'intermédiaire des déchetteries communales et professionnelles. Le plan insiste donc pour que les déchetteries mettent en place les mesures pour accueillir les déchets des professionnels et les déchets inertes.

2. Déchets non dangereux

Le PGDDBTP fixe dans un premier lieu d'atteindre un taux de déchets non dangereux captés de 100% pour 2020, et d'augmenter leur valorisation à 70%.

Objectifs :

- 50% des flux captés en 2010, 100 % en 2020
- **valorisation** matière, organique et énergétique : 25 % en 2010, **70 % en 2020**

Le PGDDBTPG préconise pour cela :

- **Le tri des déchets non dangereux sur chantier ;**
- **L'augmentation des capacités en installation de regroupement :** les DND sont regroupés vers les déchetteries communales ou les centres de tri de DIB pour les petits flux ; vers les filières de valorisation correspondantes ou les centres de tri pour les gros flux (>500kg) ;
- **La valorisation locale** des déchets non dangereux lorsque les filières existent, et réflexion sur la mise en place d'une filière locale de valorisation du verre ;
- **L'incinération** des seuls déchets dont la valorisation matière n'est pas réalisable ;
- **Enfouissement** des seuls déchets dont la valorisation matière ou énergétique n'est pas réalisable.

3. Déchets dangereux

Le PGDDBTPG a pour objectif que les déchets dangereux, tels que les peintures et solvants, le bois traité, l'amiante soient, à brève échéance, collectés et dirigés vers les filières de traitement adaptées.

Objectifs :

- 100% des flux captés en 2010

Le PGDDBTPG préconise pour cela de :

- Trier les DD sur chantier (obligatoire) ;
- Développer les **points de regroupement** de DD : les petits flux (<100kg) peuvent être dirigés vers les déchetteries communales (qui devront s'équiper pour recevoir ce type de déchets), les gros flux seront dirigés, triés, vers les installations de regroupement ;
- Augmenter les capacités en **installation de transit** de DD ;
- Etudier la possibilité d'éliminer le bois traité par des **filières locales** existantes ou à créer (pour les bois traités, en particulier) ;
- Pour les déchets non valorisables, exportation vers des installations de **stockage** de DD ; pour les DD d'amiante liée, mettre en place une alvéole spécifique en installation de stockage de déchets inertes.

4. Recommandations générales

Le PGDBTPG présentent plusieurs recommandations pour optimiser la gestion des déchets du BTP, relatives à :

- **La prévention de la production** de déchets du BTP et leur nocivité, à la source ;
- **La mise en œuvre de la démarche SOSED** (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de Chantier) ;
- La mise en place du **tri des matériaux sur site** ;
- Le recours aux **matériaux inertes recyclés**.

Le plan préconisait également la mise en place des filières et installations suivantes :

- 3 plateformes de regroupement/concassage de déchets inertes ;
- 1 centre de stockage de déchets inertes.

En particulier, sur l'agglomération pointoise, il prévoyait la mise en place de :

- 1 plateforme de regroupement/concassage des DI d'une capacité de 60 000 t/an ;
- 1 ISDI d'une capacité de 50 000 t/an ;
- 1 déchetterie professionnelle ;
- 1 unité de traitement des bois traités.

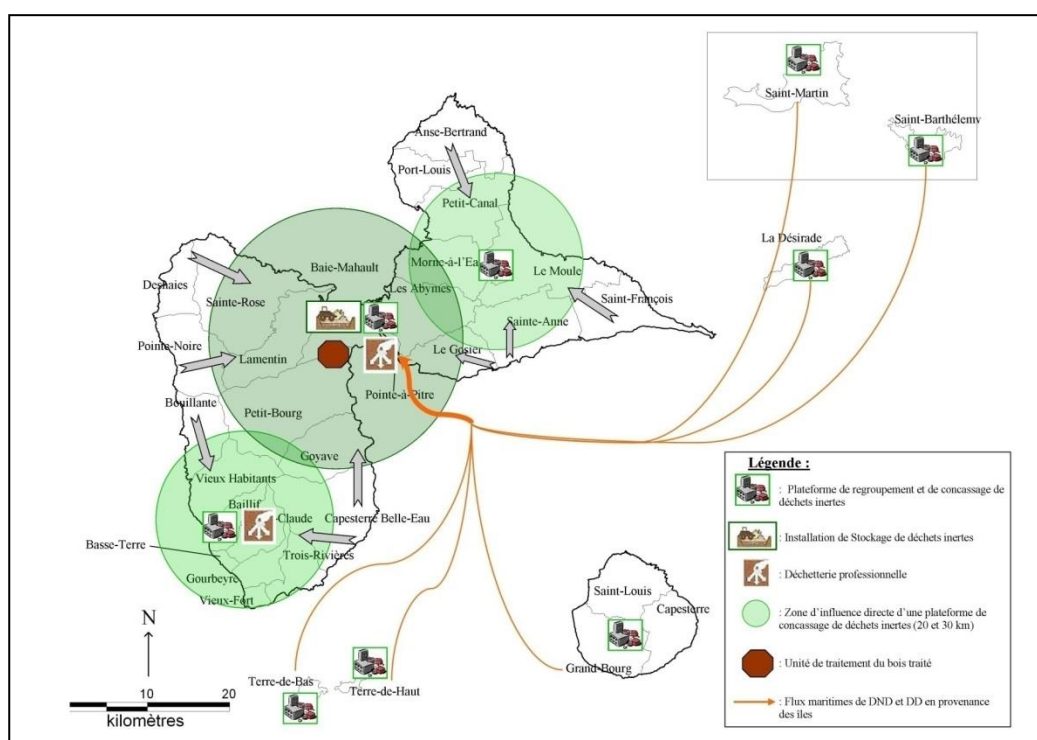


Illustration 11 : Distribution géographique des installations prévues dans le plan départemental de gestion des déchets du BTP (source : PGDBTPG)

Ce plan a abouti à la signature d'une Charte pour une Gestion Durable des Déchets de Chantier du BTP en Guadeloupe, engageant les maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, entreprises et prestataires à différentes actions en faveur d'une meilleure gestion des déchets du BTP.

8.6 Synthèse des références réglementaires associées aux déchets

Le tableau suivant synthétise la réglementation en vigueur associées à chaque type de déchets :

Catégorie de déchets		Références réglementaires associées
Tout type de déchets		Directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 (cf. annexe 5) Directive 99/31/CE du 26 avril 1999 Décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 (cf. annexe 6) Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 (abrogée en 2000) Loi n°2009-967 du 3 août 2009 (Grenelle 1) Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 (Grenelle 2)
Déchets inertes		Directive 99/31/CE du 26 avril 1999 Circulaire du 22 février 2005 Circulaire du 28 juin 2004 Circulaire du 18 juin 2001 Articles R 541-7 à R 541-11 du Code l'Environnement. Circulaire n° 2001-39 Circulaire du 15 février 2000 (non publiée au JO) (cf. annexe 7)
Déchets non dangereux	Emballages	Directive 94/62/CE du 20 décembre 1994
	Métaux	Circulaire du 10 avril 1974
	Plastiques	Note n°DPPR/SEI/CV du 13 janvier 2000 relative aux rubriques 2660 - 2661 - 2662 - 2663.
	Bois non traité	Circulaire du 28 juin 2001 (non publiée au JO) Circulaire du 9 août 1978
Déchets dangereux	Général	Arrêté du 07 juillet 2005 Arrêté du 30 décembre 2002 Arrêté du 20 septembre 2002
	Amiante	Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 Décret n°88-466 du 28 avril 1988 Arrêté du 30 décembre 2002 Arrêté du 14 mai 1996 Circulaire du 22 février 2005 Circulaire 96/60 du 19 juillet 1996 Circulaire du 9 janvier 1997 Règlement transport des matières dangereuses par route (RTMDR)

Illustration 12 : Réglementation en vigueur relative à la gestion des déchets par type de déchet